

Initiatives ministérielles

Le député peut-il nous faire part des recommandations concrètes que lui et son parti feraient pour équilibrer nos livres, comme six provinces l'ont fait, et pour ramener un jour la dette publique à zéro?

• (1025)

[Français]

M. Ménard: Monsieur le Président, je remercie le secrétaire parlementaire de sa question. Évidemment, c'est assez clair dans mon esprit les façons par lesquelles il faut s'y prendre pour assainir les finances publiques. De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes convaincus qu'il faudrait appliquer le principe de subsidiarité, c'est-à-dire que le gouvernement le plus à même de rendre un service devrait être celui qui est mandaté pour le rendre. Le problème avec le Canada, et je dirais le problème avec la logique ministérielle, en tout respect, c'est qu'on pose un constat. On pose le constat que nous avons une dette de 600 milliards de dollars, mais on ne s'interroge pas sur les mécanismes institutionnels qui ont amené la création de cette dette.

Rappelons-nous qu'il y a déjà eu au gouvernement canadien un ministère des Affaires urbaines, il y a déjà eu un ministère du Loisir à Ottawa, et c'est la raison pour laquelle on se retrouve avec une dette de l'ampleur que l'on connaît. C'est à cause d'un déséquilibre qui permet au gouvernement fédéral d'intervenir dans des domaines de juridiction pour lesquels il n'est pas mandaté. C'est ce qu'on appelle le *spending power*. Et si on était en présence d'un fédéralisme sain. Je ne dis pas que sur le plan théorique, le fédéralisme n'est pas un régime qui est intéressant mais dans l'exemple canadien, pour que le fédéralisme soit viable, il doit être centralisé. Pour qu'il soit centralisé, il doit être interventionniste.

Quand je dis à mon honorable collègue, en prenant l'exemple de la santé, que simplement pour faire fonctionner le ministère de la Santé, avant même de rendre, avant même de livrer un service, il y a un milliard que le ministre des Finances doit réserver pour le fonctionnement de ce ministère, est-ce que mon honorable collègue partage mon inquiétude qui prend la forme d'une aberration quand on constate que, à Santé Canada, il y a plus de fonctionnaires qu'il y en a dans les ministères de Santé des législatures? Voilà quelque chose qui est anormal puisque ce n'est pas le mandat et ce n'est pas la mission du gouvernement fédéral.

La meilleure façon de réduire la dette, et je ne sais pas si mon collègue va être d'accord avec nous, c'est de vivre une situation de réorganisation politique où il va y avoir une association entre deux nations et deux gouvernements autonomes qui vont avoir évidemment des rapports économiques là où les intérêts vont le dicter, parce qu'on sait que les nations ont d'abord des intérêts avant d'avoir des sentiments. Je crois que la façon pour le Canada de résorber sa dette, c'est de présider à une vaste réorganisation politique.

[Traduction]

M. Flis: Monsieur le Président, le député de Hochelaga se contredit. Il a affirmé qu'il fallait centraliser davantage pour avoir un fédéralisme sain. Par ailleurs, il parle de deux nations.

Mon épouse est originaire du Québec. Elle y a de nombreux parents, notamment des nièces et des neveux que nous rencon-

trons assez régulièrement. Je suis tellement fier du Canada lorsque je reçois chez moi mes nièces et mes neveux et que je les entends parler trois langues. Ils parlent le français, l'anglais et le polonais.

N'est-il pas merveilleux que dans un pays comme le nôtre, dans la belle province, les gens puissent apprendre à parler couramment trois langues? Si nous pouvions encourager cela, le Canada ferait l'envie de tous les autres pays. Les Nations Unies ont désigné le Canada comme le pays où l'on vit le mieux. Pourquoi le député parle-t-il de deux nations? Il nous a fallu 125 ans pour en arriver au point où nous en sommes aujourd'hui. Maintenant que le monde a reconnu que nous avons pris les bonnes mesures et que les Canadiens ont le meilleur niveau de vie, pourquoi faut-il tout démanteler?

Je pourrais aussi conseiller au député de discuter avec les ambassadeurs de la République tchèque et de la Slovaquie à Ottawa. Je reste en contact étroit avec ces gens. Ils ont connu la même situation que nous. Lorsqu'ils discutaient de séparation, ils pensaient pouvoir garder la même monnaie, éviter d'ériger des obstacles à la frontière, partager la même armée, etc. Dès qu'ils se sont séparés, ils ont dû imprimer leur propre monnaie, se plier à des contrôles douaniers très stricts. C'est l'épreuve la plus pénible qu'ils aient jamais eu à subir. Ils recommandent d'épargner au Canada ce qui s'est produit dans l'ancienne Tchécoslovaquie.

• (1030)

Le député pourrait-il me dire qui représente mes nièces, mes neveux, mes petites-nièces, mes petits-neveux qui ne veulent pas deux nations? Ils veulent vivre et grandir dans notre beau pays tel qu'il est aujourd'hui. Ils ne veulent pas quitter la belle province, mais le feront si notre pays se scinde en deux.

[Français]

M. Ménard: Monsieur le Président, je sais que mon collègue est un homme généreux et intelligent, aussi, sa comparaison me déçoit. Je veux lui dire que depuis la chute du Mur de Berlin, 21 pays ont accédé à la souveraineté et on peut bien, parmi ces 21 pays, me parler de la Slovaquie et des avatars économiques qu'elle a vécus, mais je peux lui dresser une liste de 20 pays pour qui, pas au siècle dernier, mais depuis la chute du Mur de Berlin, la souveraineté a réussi. Mais nous aurons l'occasion d'en reparler.

Je veux reprendre un élément de la question de mon collègue. Ce que j'ai dit à l'honorable secrétaire parlementaire, c'est qu'il y a plusieurs exemples de fédéralisme au monde. Le fédéralisme canadien a deux particularités. Le Canada est un pays continental, ce qui n'est pas le cas des autres fédéralismes que l'on connaît. C'est un pays continental qui a deux nations. Je sais bien, depuis je suis député en ce Parlement, que là où il y a une ligne de clivage entre les partis, c'est que de ce côté-ci de la Chambre, on sait bien, parce qu'on a les pieds au Québec, que nous sommes une nation.

L'Île-du-Prince-Édouard n'est pas une nation. La Colombie-Britannique n'est pas une nation. Ce sont des endroits super au monde, ce sont là des gens généreux. Je suis allé passer mes vacances à l'Île-du-Prince-Édouard et c'est un coin de pays extraordinaire, mais ce n'est pas une nation. C'est un coin de